

Québec et son « Vieux »

Pierre de Billy

Numéro 74, automne 1997

Vieux-Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/17036ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

1923-2543 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

de Billy, P. (1997). Québec et son « Vieux ». *Continuité*, (74), 71–76.



Photo : Luc-Antoine Couturier

Québec et son « Vieux »

par Pierre de Billy

« L'arrondissement historique a beau être reconnu par tous comme un joyau à préserver, il ne faut rien tenir pour acquis, dit Serge Viau, directeur de la Ville de Québec. Les villes ont des rythmes de croissance et de déclin difficiles à prévoir. Il y a trente ans, le Vieux-Québec se trouvait en mauvaise posture à cause de l'effet conjugué de la désertion de la population, du désintérêt

Attraction touristique majeure, joyau patrimonial, haut lieu de notre mémoire collective, le Vieux-Québec est tout ça mais plus encore. Il est un indice de la santé de la ville qui l'abrite. Tant va le Vieux, tant va la ville.



Le pouvoir évocateur de la vieille cité fascine citadins et touristes. La maison Chevalier située au 50, de la rue du Marché-Champlain, Place-Royale.

Photo : Luc-Antoine Couturier

des propriétaires et de la prolifération des bars. À peine avions-nous redressé la situation que nous réalisons que le quartier du Vieux-Port tombait en ruine à son tour. » Serge Viau connaît bien les problèmes du Vieux-Québec et des quartiers limitrophes, puisqu'au long des 15 ans qu'il a passé au service de la municipalité, il a dû se colleter avec les innombrables casse-têtes engendrés par la gestion d'une cité historique.

Selon lui, Québec a longtemps été aux prises avec une dichotomie qui lui est propre. D'un côté, on veut faire de la préservation une priorité incompressible mais, de l'autre, on aspire au développement, aux grands projets. Toutefois, les mentalités ont changé depuis une décennie. « Les

citoyens ne croient plus à un type de développement qui équivaut à construire du neuf sur les ruines du vieux. Ils penchent plus du côté des aménagistes. »

Serge Viau se décrit lui-même comme un aménagiste. Il craint un certain type de pétrification historico-touristique. « Trop d'interventionisme, dit-il, et on sera atteint du syndrome de Carcassonne, cette ville de France qui fut tellement protégée et envahie par les visiteurs que ses habitants l'ont désertée. » D'un autre côté, reconnaît l'architecte, il suffit de relâcher la surveillance un moment pour que les promoteurs s'emparent d'un pâté de maison dans le but d'y installer des espaces à bureaux. « La solution est dans le multifonctionnel harmonisé. Et c'est exactement ce pari constamment renouvelé qui assure son équilibre au Vieux-Québec. Les bureaux y ont leur place, des institutions d'enseignement plusieurs fois centenaires continuent d'y dispenser l'instruction, et les touristes le parcourent nombreux en saison. Le plus beau, c'est qu'il est en plus habité par une population hétérogène. Ici, pas de clientèle élitiste. Les étudiants côtoient la population de souche, et les propriétaires aisés, les locataires de HLM. »

Le directeur de la Ville de Québec trouve encourageant le débordement de la clientèle touristique vers les secteurs du Vieux-Port, et des quartiers Montcalm et Saint-Jean-Baptiste. « Les visiteurs découvrent un Québec plus authentique, qui va au-delà des vieilles pierres. Nul doute que le patrimoine urbain plus récent, moins "historique" s'en trouvera valorisé. Voilà qui nous promet d'autres défis d'aménagement. »

UNE GROSSE COMMANDE POUR LA COMMISSION

En janvier 1995, l'Assemblée nationale créait la Commission de la capitale nationale. Cet organisme, inspiré par celui qui, dans la capitale fédérale, gère parcs et sites, a une triple mission : conseiller l'État sur les moyens de donner à Québec l'envergure d'une véritable capitale, contribuer à l'aménagement de la ville et faire la promotion de Québec comme capitale des francophones d'Amérique.

L'organisme doté d'un budget annuel d'environ 12 millions a eu ses détracteurs, notamment du côté de l'opposition municipale. Ces derniers voient là un chevauchement de responsabilités municipales et gouvernementales difficilement justifiable à une époque de resserrements budgétaires. « Une telle commission n'est absolument pas un luxe pour Québec, s'insurge Pierre Boucher, président-directeur général de la Commission de la capitale nationale. Il y a beaucoup de travail à accomplir pour redorer le blason de Québec, lui faire la place qu'elle mérite et qu'elle a du mal à maintenir face à la puissante force d'attraction de Montréal. Il est également urgent de stimuler l'intérêt des Québécois pour la ville où siège leur gouvernement. Une étude nous a appris que 25 % des habitants du Québec ne savent pas que Québec est leur capitale ! Il fallait faire quelque chose. »

Sur ce dernier point, la Commission a choisi d'attaquer pour ainsi dire le mal à la racine, en mettant sur pied un ingénieux programme destiné aux écoliers et alliant pédagogie et voyage touristique. Il s'agit d'un tour guidé éducatif clé en main offert aux instituteurs de toutes les écoles du Québec. Pour encourager la demande, la Commission offrira de défrayer jusqu'à 75 % du prix de location des autobus pour les distances excédant 300 kilomètres. L'objectif visé est de 30 000 élèves-visiteurs par année. « En fait, il est plus vaste que ça, dit Pierre Boucher. Que dans quelques décennies, chaque Québécois ait visité sa capitale, tel est le véritable but de l'opération. »

Mais le projet qui lui tient le plus à cœur, c'est le remodelage de l'ensemble routier Dufferin-Montmorency-René-Lévesque, que les étudiants en urbanisme de Laval nomment familièrement « la balafre ». « C'est mon bébé, ce dossier-là, dit Pierre Labrie. Déjà, en 1990, lorsque j'ai œuvré comme conseiller auprès de la Ville de Québec sur les grands travaux d'urbanisme, j'en avais fait mon cheval de bataille. La première phase des travaux a produit, selon nos espérances, une réconciliation de la colline parlementaire avec les quartiers environnants. La seconde, prévue pour 1998, permettra de rétablir les liens entre Québec et son Vieux-Québec. »

HÉRITAGE MORAL, PATRIMOINE MASSIF

Alors que Québec découvre les vertus de la conservation, elle doit faire face à des choix douloureux pour des édifices dont la gestion est devenue problématique. Ainsi, l'avenir de certaines églises paraît des moins sûrs. « En plus de constituer bien souvent des édifices d'une valeur patrimoniale certaine, nos temples sont de précieux témoins de la foi catholique telle que la pratiquaient nos ancêtres », dit M^{re} Eugène Tremblay qui, à titre d'évêque auxiliaire de Québec, assiste M^{re} Couture dans sa tâche épiscopale. « Nos majestueuses églises, ajoute le prélat, témoignent également de notre culture et de notre passé. On a tendance à oublier que l'Église était, avec le politique, le

militaire et l'académique, l'un des quatre "pouvoirs" qui s'exerçaient à part quasi égale dans la capitale d'autrefois.»

Seulement, ces vastes vestiges de la culture française d'Amérique, pour intéressants qu'ils soient, sont trop nombreux, trop gros pour qu'on espère tous les sauver, même en les reconvertissant. « Leurs dimensions et leur aménagement, dit M^{re} Tremblay, les apparentent à une époque où la population était pratiquante à 98 %. Aujourd'hui la foule ne dépasse plus guère 7 % des Québécois. » À moins d'un miracle, des édifices religieux sérieusement entamés par le temps et les intempéries n'échapperont pas au marteau-piqueur. Mais le diocèse s'est entendu avec la Ville de Québec pour prévenir la municipalité lorsqu'une fabrique décide de se départir de son temple. Le problème, c'est que la Ville ne dispose pas de budgets pharamineux en matière de récupération d'immobilier d'envergure. De là à prêter aux nonces de l'évêché une attitude de Ponce Pilate, il n'y avait qu'un pas que certains critiques ont franchi. M^{re} Tremblay juge injuste semblable persiflage. « Nous maintenons avec la mairie des contacts profitables, traitant chaque cas avec circonspection et insistant pour que tout ce qui mérite d'être sauvé soit rénové et reconverti. Nous en sommes déjà à un total de 17 églises mises sous protection pour un budget de 35 millions de dollars. On peut appeler ça un bon début... »

M^{re} Tremblay estime par ailleurs que l'Église possède un patrimoine moral, une ressource vivante et non négligeable qui a son rôle à jouer dans le développement touristique de la vieille ville et des quartiers centraux. « Le couvent des Ursulines, la basilique Notre-Dame-de-Québec, les vieilles églises fascinent les visiteurs parce qu'ils sont imprégnés du sens religieux qui est aussi indissociable de notre culture que la langue ou le sirop d'érable. » C'est en partie pour restituer au public cet héritage que le diocèse a mis sur pied un comité pour le tourisme religieux. D'extraordinaires richesses conservées par les membres du clergé au cours des siècles attendent d'être révélées, dormant dans la collection du séminaire ou à la réserve du centre muséographique de l'Université Laval.

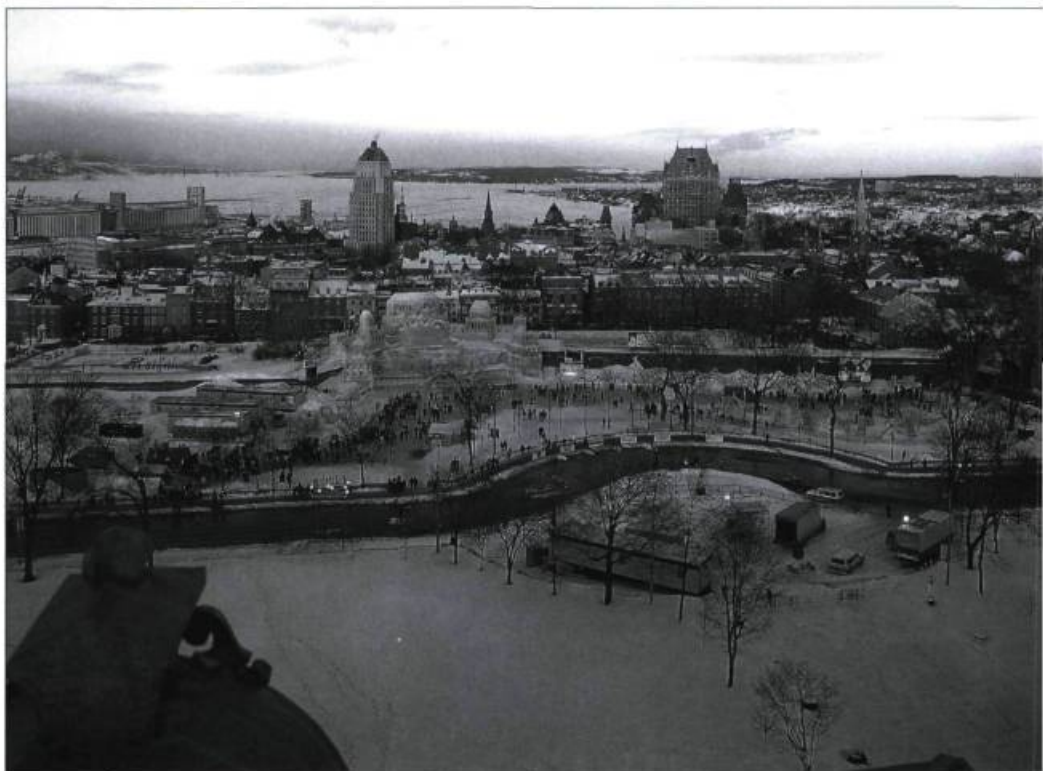
TOURISME, LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Vendre Québec, ville religieuse, aux touristes? L'idée n'a rien d'une hérésie aux yeux du directeur de l'Office du tourisme et des

congrès de la communauté urbaine de Québec. « Et pourquoi pas? Ce n'est là qu'une des nouvelles avenues qui se sont ouvertes ces dernières années, calcule Pierre Labrie. Nos études nous démontrent que les visiteurs sont plus scolarisés et plus intéressés que jamais par l'environnement culturel de Québec. Ça nous oblige à nous adapter et à renouveler le produit touristique de la ville. » Ce qui ne signifie pas que le Vieux-Québec soit détrôné ou même à la veille de l'être comme attraction principale de la région. Les études de l'organisation où officie Pierre Labrie sont formelles là-dessus. La vieille ville reste l'attraction favorite des touristes de toute provenance. De plus, l'aspect historique demeure l'attribut le plus séduisant pour les visiteurs.

Il faut miser sur les atouts de la blanche saison, un des défis de l'Office du tourisme et des congrès de la communauté urbaine de Québec.

Photo : Luc-Antoine Couturier



Malgré cette popularité indéfectible du Vieux-Québec, la zone touristique de la capitale n'en a pas moins quintuplé en surface, s'étendant vers la rue Cartier, le Vieux-Port et le quartier Saint-Jean-Baptiste. Des données fort encourageantes pour les gens du bureau de tourisme. Pas de quoi s'endormir sur ses lauriers, tient à préciser le directeur de l'OTCCUQ, car Québec a encore du pain sur la planche pour exploiter toutes ses possibilités récréotouristiques.

« Mon défi, c'est l'hiver » dit Pierre Labrie. La saison hivernale a en effet



Le mégamarché des croisières internationales est-il possible pour Québec?
Photo: Luc-Antoine Couturier

toujours été l'avatar de Québec, le froid sibérien qui envahit nos régions quatre mois par année constituant un répulsif difficile à vaincre chez les touristes. Mais assure-t-on du côté de l'Office, nous sommes à gagner quelques batailles contre le vent du nord, grâce entre autres à un groupe de travail mis sur pied tout spécialement pour commercialiser l'hiver québécois. Ce comité, muni d'un budget de promotion de plus d'un demi-million de dollars, a réalisé d'imposantes campagnes publicitaires au pays et aux États-Unis,

vantant les attraits et les plaisirs de la blanche saison.

L'Office du tourisme et des congrès a aussi de grands plans pour le fleuve. « Nous développons présentement un produit que nous avons baptisé "le Saint-Laurent, grand fleuve" et qui vise à faire découvrir la vallée laurentienne de la grande région de Québec, de Saint-Tite à Portneuf. La clientèle est mûre pour explorer les villages riverains et passer quatre ou cinq nuits dans la région. » En toute logique, la prochaine étape pour les promoteurs touristiques, le Québec maritime, suivra de peu. On joue ici dans les grandes ligues, celles du mégamarché des croisières, avec pour partenaires les armateurs des grands bateaux qui sillonnent les Caraïbes et l'Alaska.

RIVAGES CONVOITÉS

L'idée d'inscrire Québec dans les clubs sélects des croisières a tout pour plaire aux responsables du port de Québec, à une réserve près. « Il est vrai que ce marché connaît une croissance de 8% à 10% par année, ce qui est considérable », reconnaît Alexis Ségal, vice-président au Marketing au port de Québec. Mais il s'empresse d'ajouter un bémol au bel enthousiasme de ceux qui voient déjà Québec trôner parmi les ports de prestige international. « Un sérieux obstacle bloque la barre à zéro, précise Alexis Ségal. Celui des dispositions du code criminel sur les jeux de hasard dans les eaux intérieures. À cause d'une législation trop rigide, le développement d'un créneau maritime prestigieux et lucratif risque de nous échapper. » Les législations prohibant les jeux de hasard, signale M. Ségal, ont pour but de prévenir certains problèmes sociaux liés à la criminalité, l'appât du gain et le jeu

MUSÉE BON-PASTEUR

14, rue Couillard, Vieux-Québec
G1R 3S9

Exposition permanente: Histoire et Mission du Bon-Pasteur de Québec

Exposition temporaire: Alice Pruneau et Renée Fréchette
(jusqu'à la fin d'octobre) Sœurs du Bon-Pasteur de Québec
Artistes peintres

Ouvert tous les jours de 13 h à 17 h
Sur réservation, on peut ouvrir en tout autre temps
Téléphone: (418) 694-0243



Continuité: La ville de Québec a-t-elle un avenir autre que touristique et gouvernemental ?

J.-P. L'Allier: S'il y a une chose que je souhaite, c'est que Québec conserve et même raffermisse ses vocations touristiques et gouvernementales. Cette ville à la beauté remarquable a encore beaucoup à offrir aux visiteurs et à ceux qui vivent du tourisme. D'ailleurs, les visiteurs que Québec attire sont des hôtes de qualité, si je puis dire, des gens intéressés par l'histoire et la culture. Un clientèle idéale, qui ne peut qu'enrichir notre rapport avec le reste du monde.

Quant à son rôle de ville gouvernementale, Québec le conservera toujours. Notre ville est une capitale politique et administrative. Elle doit donc supporter un certain nombre de travailleurs de la fonction publique, et son économie repose en partie sur ces gens. Ce n'est pas parce qu'elle vit présentement une cure d'amaigrissement de l'appareil d'État que ce rôle sera remis en question.

Continuité: Il reste que le message qu'on doit recevoir est celui d'une nécessaire diversification...

J.-P. L'Allier: Ça fait déjà quelques années que nous préparons cette diversification. Ainsi, Québec est en passe de devenir l'une des agglomérations urbaines les mieux cotées pour la recherche de haute technologie. Ce n'est pas arrivé par hasard. Nos commissaires industriels travaillent là-dessus depuis un certain temps déjà. Québec a tout ce qu'il faut pour investir ce secteur avec succès. Elle dispose d'une des meilleures universités au pays et peut offrir aux chercheurs de pointe un rapport qualité de vie-coût de la vie supérieur à la grande majorité des villes du Canada.

Continuité: Scénario optimiste si ce n'était que Québec doive, semble-t-il, se battre pied à pied avec Montréal. C'est du moins l'impression qui se dégage lorsque vous fustigez la fuite de services gouvernementaux vers la métropole. Québec peut-elle lutter contre des joueurs aussi importants que Toronto et Montréal ?

J.-P. L'Allier: Il m'arrive de défendre Québec sur les tribunes de presse, mais je ne crois pas plus à la compétition entre Montréal et Québec qu'à celle entre Québec et Trois-Rivières. Vouloir opposer Québec à Montréal en tentant de jouer dans les mêmes marchés serait mener la capitale sur une voie secondaire qui n'ira nulle part. Québec développera ses créneaux et ses compétences en mettant toute son énergie à rester dans le peloton de tête des villes d'Amérique, pas en cherchant à se mesurer à Montréal ou à Toronto. Cela dit, si on déménage vers Montréal des administrations publiques alors que le rôle d'une capitale est précisément d'abriter les ministères et les officines gouvernementales, vous allez sûrement encore m'entendre contester ces décisions.

Continuité: La création d'une Commission de la capitale nationale par le gouvernement québécois, vous l'avez tellement souhaitée qu'on peut dire que vous êtes l'un de ses instigateurs. Un tel organisme s'imposait-il vraiment ? N'était-ce pas là un rêve lié étroitement à l'accession du Québec à la souveraineté dont l'échéance est reportée au moins jusqu'à l'an 2000 ?

J.-P. L'Allier: Cette Commission de la capitale n'est pas une création nationaliste ou souverainiste, mais bien l'expression d'une saine fierté. L'État québécois

a choisi de mettre de l'ordre dans sa capitale. La Colombie-Britannique a elle aussi une telle commission, et personne n'a soupçonné ses créateurs de promouvoir l'indépendance de leur province. Une capitale, c'est le salon et le grenier d'une société. Si on prend la peine de nommer une ville capitale d'un territoire donné, il faut tout de même lui donner les moyens et les attributs de sa fonction. C'est à ça que sert une Commission de la capitale nationale.

Continuité: La ville se réjouit de la popularité du Vieux-Québec et fait ce qu'elle peut pour gérer au mieux la croissance de la demande touristique. Mais suffit-il de réglementer la circulation des cars de touristes pour éviter que le « Vieux » ne se dévitalise, victime de sa popularité touristique ?

J.-P. L'Allier: Administrer un quartier comme le Vieux-Québec équivaut à faire chaque année des choix stratégiques déterminants. Le Vieux-Québec est à la fois un lieu de résidence, une attraction touristique et un arrondissement devant supporter des activités commerciales. Mais l'arrondissement historique est aussi une fabuleuse carte de visite pour le Québec auprès du monde. Il est évident que les habitants du Vieux-Québec devront admettre que les visiteurs étrangers arpentent leur rues. De notre côté, nous avons tout avantage à le conserver vivant, habité. C'est pour cette raison que nous promovons un tourisme plus éducatif et que nous émettons des directives comme celle restreignant les autocars ou encore cette autre qui prohibe l'utilisation de logements à des fins d'habitation au profit de petites hôtelleries même si elles respectent l'esprit du quartier.

P. de B.

compulsif, « toutes plaies qui n'ont aucune chance de toucher notre société dans le cadre d'une croisière internationale. Car, entendons-nous bien, nous sommes tout à fait opposés à la création de casinos flottants voguant sur les vides juridiques. La loi peut facilement être amendée pour permettre aux visiteurs de jouer en toute tranquillité hors des ports tout en coupant l'herbe sous le pied à d'éventuels tenants de maisons de jeu amarrées aux quais. »

Cela étant dit, les installations portuaires peuvent admettre d'autres clientèles que



Québec, ville du patrimoine mondial, un héritage collectif.
photo:
Luc-Antoine-Couturier



Les fêtes de la nouvelle-France de 1997, dans les rues du quartier historique.

Photo: Luc-Antoine Couturier

les croisiéristes. Les habitants de Québec et les touristes « ordinaires » tireraient sans nul doute avantage d'espaces publics aménagés sur l'un des vastes terrains riverains que possède le port. On a vu d'un œil critique l'expansion vers l'est des installations portuaires, et certains quais situés à l'ouest ont déjà été réclamés par des groupes de citoyens. « Tous les ports du monde se débattent avec une semblable problématique de berges, et Québec ne fait pas exception », prononce diplomatiquement Alexis Ségal. C'est qu'au port de Québec, on ne veut pas se départir d'installations sous prétexte qu'elles servent moins qu'il y a 50 ans. « Les tonnages fluctuent d'année en année et de décennie en décennie, dit M. Ségal. Quoi qu'on en pense dans certains milieux, le port de Québec engendre une activité économique de première importance. Bon an mal an, il rapporte à la région 350 millions de dollars. Nous, on veut bien partager le fleuve, mais sans nier sa valeur industrielle. »

Alexis Ségal aime rappeler que nombre de splendeurs que Québec a héritées du passé lui viennent d'époques où la capitale comptait parmi les ports les plus prospères d'Amérique. « Les joyaux architecturaux et patrimoniaux se créent dans l'abondance, et un port comme le nôtre contribue à cette abondance. » Ces précisions faites, Alexis Ségal ajoute que le Port ne cherche aucunement à entretenir des relations conflictuelles avec les tenants de la conservation. Il en veut pour preuve les contacts constants que les autorités portuaires entretiennent avec les groupes de défense de l'environnement et les aménagistes. « En définitive, dit le vice-président au Marketing, les joueurs les plus féroces auxquels nous avons affaire, ce sont les promoteurs immobiliers. »

Pierre de Billy est journaliste indépendant.

Limites de l'arrondissement historique

Limites de la ville fortifiée



Plan de l'arrondissement historique préparé par le Service d'aménagement du territoire et l'Office du tourisme et des congrès de la communauté urbaine de Québec. Source: Québec, une ville du patrimoine mondial, Ville de Québec